

Questions orales

● (1510)

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis au regret de dire que tout cela est faux. Le rapport que nous avons n'indique pas que l'explosion est due à la nature du carburant. J'ai lu le rapport il y a à peine quelques heures et la seule chose dont on parle, c'est le système d'aération autour des réservoirs. Cela n'a rien à voir avec la qualité du carburant.

M. Beattie (Hamilton Mountain): Étant donné le dernier rapport de *Flight International* disant que le carburant JP-4 utilisé actuellement par Air Canada présente vraiment un danger, et vu que le JP-1 est reconnu mondialement comme un carburant sûr et qu'il est employé pour les avions du ministère des Transports, le ministre ordonnera-t-il à Air Canada d'utiliser le JP-1 qui est plus sûr?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je regrette mais je n'accepte pas les prémisses de la question du député.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'ENQUÊTE DE LA GRC SUR LES AGISSEMENTS DE CERTAINS JOURNALISTES—LES MÉTHODES ET LES DIRECTIVES MINISTÉRIELLES

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au solliciteur général. Dans sa réponse au député d'Assiniboia, il a dit que son ministère envisage de faire une enquête pour voir comment les rapports ont été publiés dans un journal de l'Alberta. Le ministre dirait-il quelles méthodes il utilise pour cette enquête et surtout si la Gendarmerie royale s'en occupe?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai attiré l'attention du commissaire de la Gendarmerie royale sur cette affaire et je lui ai demandé d'essayer de voir si des employés de la Gendarmerie royale ont dévoilé des rapports faux ou exacts à la presse; je pense le savoir dans quelques jours.

M. Clark (Rocky Mountain): Devons-nous comprendre que le solliciteur général n'a pas ordonné à la Gendarmerie royale de faire une enquête sur les journalistes de l'Alberta impliqués dans cette affaire.

M. Allmand: C'est exact, monsieur l'Orateur. On ne fait aucune enquête sur les journalistes de l'Alberta mais nous essayons de voir s'il y a infraction à la loi sur les secrets officiels.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PLAN DE STABILISATION—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE—LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES AU SUJET DE L'AIDE À L'ÉLEVAGE PORCIN

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggart): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agric-

[M. Beattie (Hamilton Mountain).]

culture. Étant donné les mesures d'urgence qu'il a prises à l'égard du bœuf, et la nouvelle politique laitière qu'il a annoncée la semaine dernière, peut-il dire à la Chambre quand il présentera la mesure relative au plan de stabilisation agricole annoncé dans le discours du trône et dont il a parlé dans ses discours en dehors de la Chambre? Ma question concerne surtout la baisse des prix du porc, à la lumière de la déclaration du président du Conseil canadien du porc, selon laquelle les producteurs sont en réelle difficulté.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire, c'est que nous espérons présenter un projet de loi à la Chambre dans un avenir rapproché.

M. Gleave: Comme question supplémentaire, je demanderais au ministre s'il s'est entretenu avec ses homologues de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, et même du Québec, de l'aide à accorder à l'élevage porcin avant que tous les producteurs fassent faillite?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je puis dire ceci: je les ai consultés autant, sinon plus, qu'ils m'ont consulté avant de mettre en œuvre leurs programmes.

L'AIDE À L'ÉLEVAGE BOVIN—DEMANDE D'ABOLITION DU PROGRAMME

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Agriculture. Étant donné que les bouvillons Hereford de classe A ne se vendaient qu'à 38 c. la livre vendredi dernier et que de nombreux signes et anomalies semblent indiquer que les subventions à l'élevage bovin ne parviennent pas aux éleveurs, le ministre abolira-t-il ce programme de subventions pour laisser les forces du marché libre régir le commerce du bétail jusqu'à ce qu'on trouve une meilleure solution?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les prix du marché semblent se raffermir et il y a aujourd'hui un retour à la normale, du moins à Calgary et à Winnipeg. Je n'ai pas de nouvelles récentes sur le marché torontois, mais je dois dire qu'il y a de très nombreux éleveurs en difficulté, et ce ne serait certes pas les aider que d'abolir ce programme pour le moment. Je le répète, si tous ceux qui participent à ce programme veulent qu'il soit efficace et que les subventions ne soient pas des largesses inutiles, alors il apportera une aide réelle à l'industrie, pour qu'elle reste saine et rentable.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Albert Béchard (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et des Pêches. Peut-il dire à la Chambre et à tous les Canadiens combien de bâtiments de pêche le chef de l'opposition et les députés de son parti ont découvert dans nos eaux territoriales de l'Atlantique Nord au cours de leur dernière expédition dans cette région?

Des voix: Oh, oh!